

Valls en Tunisie : où en est le bilan mitigé du seul pays à n'avoir pas totalement perdu le bénéfice du printemps arabe ?



Le premier pays où a éclaté le printemps arabe jouit de certaines améliorations sur le plan démocratique mais souffre dans le même temps de fortes tensions internes.

Avec Mansouria Mokhefi

Atlantico : Manuel Valls a choisi de se déplacer en Tunisie pour son premier voyage en dehors des frontières de l'Europe. Après avoir connu de multiples crises politiques depuis la "révolution du Jasmin", quel bilan global peut-on faire de la situation du pays ?

Mansouria Mokhefi : De manière globale, la Tunisie a réussi sa révolution dans le sens que le pays s'est débarrassé d'une dictature, d'un clan, et que s'il s'est maintenu dans une voie démocratique qui malgré des soubresauts et des épisodes tragiques, des revers dramatiques, s'est maintenue. La démocratie est en route. On peut dire que la Tunisie est le seul pays du printemps arabe qui s'est est sorti. Les autres sont plutôt dans une débâcle, voire un retour en arrière. Sur le plan institutionnel le pays a progressé, avec une nouvelle constitution en 2014, qui est la plus libérale du monde arabe, le produit d'un compromis avec les représentations politiques et idéologiques du pays. On notera les mesures prises en faveur de l'égalité homme femme, dans le domaine de la parité, ainsi que de la liberté de conscience, de culte, la concrétisation d'un dialogue démocratique **certes difficile, chaotique mais néanmoins productif**. Quant aux idéaux, aux vœux de la population, sont encore l'objet de débats, car cela ne fait que 3 ans que la révolution s'est démarré.

Mais la révolution s'est faite non pas sur des demandes de démocraties, mais aussi sur des aspirations socio-économiques précises. Le chômage, le manque de débouchés, et un partage plus équitable des richesses des revenus du pays sont des chantiers encore en ébauche.

Que reste-t-il à faire pour remplir les objectifs de la révolution ? Et quelles sont les marges de manœuvre du gouvernement en place ?

Le principal enjeu actuel est de rétablir la situation économique. Les idéaux ne sont pas suffisants. Le front socio-économique est crucial comme dans tous les pays.

La régression par rapport à 2010 se constate tragiquement à travers les indicateurs économiques qui sont au rouge. Il n'y a pas seulement un recul de la croissance, mais aussi un déficit budgétaire qui à 10% du PIB, et une inflation entre 6 et 7%, et la perte en

revenus du fait de la chute du tourisme, secteur phare de la croissance tunisienne.

Le discours fondamentaliste véhiculé en Libye, et au Moyen-Orient a-t-il une portée en Tunisie ?

Effectivement, la problématique sécuritaire s'est fortement dégradée, avec l'émergence des islamistes, et d'une **radicalisation du discours religieux**. Ce phénomène va même jusqu'à cliver le pays en deux sous régions, le nord, et le sud, où l'influence des salafistes leur a permis de prendre le pas sur l'Etat en matière d'administration du territoire. L'émergence des activités terroristes, des actes de violence de la part des salafistes, ainsi que la dégradation sécuritaire avec la frontière algérienne poreuse est également à mettre en haut des priorités du gouvernement. D'autant que les inquiétudes quant à au retour des djihadistes et des activistes en provenance de la Syrie pourrait aggraver le problème.

Aujourd'hui l'état tunisien a dû réactiver certains accords avec les cartels pour limiter et encadrer le trafic d'armes et de drogue inter-frontières **notamment à la frontière avec la Libye..**

Les idéaux de la révolution, portés par une frange relativement minoritaire néo-libérale comme vous l'évoquez, sont-ils compatibles avec le réveil des revendications religieuses de la part de la majorité ?

En effet, le problème de la place de l'Islam dans un pays jusque-là laïque laisse place à des interrogations. Il y a une polarisation en Tunisie qui n'est pas prise en compte, entre d'un côté les néo-libéraux, laïques, et de l'autre les catégories réclamant une place plus importante de l'Islam au sein de la sphère politique.

Il ne faut pas oublier que la révolution tunisienne, bien que perçue comme homogène, a surtout été portée par une classe moyenne aisée, une révolution petite bourgeoise qui aspirait à plus **de libertés, d'égalité, et de transparence**. Or la révolution a été confisquée par les islamistes et bien qu'Ennahda ait démissionné sous la pression des classes supérieures, le soutien de la majorité de la population subsiste toujours.

Une réalité omise par les médias occidentaux qui s'est focalisées sur les aspirations néo libérales alors que ce n'était pas la majorité.

Qu'en est-il des perspectives économiques du pays ?

Le tourisme en Tunisie, ciblant davantage les classes moyennes européennes, a souffert du délitement des arrivées des Français, qui se sont détournés du pays depuis la révolution. On constate que ce secteur subsiste malgré tout grâce à l'intérêt des Russes, des Arabes, et également des Allemands. Ces nouvelles présences ne pallient pas l'absence des Français, mais elles la reconstituent un peu, donne du souffle au secteur.

La Tunisie est dans une situation économique troublante, en témoigne l'appel du nouveau gouvernement en direction de l'Europe, et en particulier de la France (client et fournisseur central de son économie), mais aussi des pays du Golfe, et des États-Unis pour le soutenir économiquement, et séduire les investisseurs.